

## LES OPÉRATEURS DU SECTEUR AVERTISSENT

## Pénurie de médicaments : le seuil d'alarme !

«Les stewards et les hôtesse de l'air d'Air Algérie sont très sollicités ces jours-ci !» allusion au commerce du «cabas» des médicaments en rupture en Algérie et ramenés de l'étranger grâce au concours des employé(e)s de la compagnie aérienne nationale. Cette phrase résumerait la situation du médicament qui se fait rare dans les pharmacies algériennes. Elle a été prononcée hier par Abdelwahed Kerrar au nom de la Fédération algérienne du médicament (FAM), nouvellement créée par des syndicats et des opérateurs pharmaceutiques, à l'occasion de la première conférence de presse de la Fédération consacrée à la rupture de stocks des médicaments en Algérie.

**Younès Djama- Alger (Le Soir)** - Même si la situation n'est pas nouvelle, il n'en demeure pas moins qu'elle interpelle. De l'avis de M. Kerrar, la situation est grave et exige des solutions urgentes, et notamment du fait que la santé des citoyens est directement impactée. «Depuis quelques semaines, les médias nationaux n'ont eu de cesse d'alerter sur les ruptures de la chaîne d'approvisionnement qui a touché et qui touche toujours le secteur du médicament dans notre pays.

A ce jour, l'information qui remonte du terrain nous apprend que ce sont pas moins de 210 DCI (Dénomination commune internationale) qui font défaut sur le marché et que les professionnels (médecins et pharmaciens) n'arrivent plus à trouver pour répondre aux besoins de leurs patients», s'est alarmé le président de l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (Unop) qui était accompagné de Fayçal Abed, du Syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo), et de Hassiba Boulmerka, présidente de l'Association des distributeurs pharmaceutiques algériens (Adpha) qui forment le trio de la FAM.

«Il s'agit d'une situation particulièrement sérieuse sur laquelle notre Fédération ne saurait rester indifférente, dans la mesure où c'est l'accès aux soins de base pour le citoyen qui est aujourd'hui remis en cause et qui est, à notre sens, de plus en plus menacé», estiment ces opérateurs dans une déclaration commune. S'adressant aux pouvoirs publics et notamment au ministre de la Santé qui dénie cette «réalité», les animateurs de la conférence estiment que «ce n'est pas en disant

qu'il n'y a pas de rupture qu'on règle le problème». Les opérateurs tiennent à souligner qu'ils ne sont en rien responsables de la pénurie.

Le ministère de la Santé à travers son premier responsable ou encore son directeur général de la pharmacie, a nié l'existence de rupture de médicaments rassurant que les tensions enregistrées seront automatiquement maîtrisées dans les prochains jours. Ce à quoi ne croient pas les membres de la FAM qui prévoient, au



Le «cabas» pour contourner la rupture de médicament en Algérie.

Photo : DF

veut dire que c'est la molécule qui manque et c'est ce qui est grave !» tonne Nabil Mellah, ancien président de l'Unop. Concernant la nature des produits en rupture, Fayçal Abed du Snapo a indiqué que pratiquement toutes les pathologies, y compris celles graves, sont touchées par ce problème de rupture : des maladies cardiaques et neurologiques, aux maladies dermatologiques en passant par les pathologies relevant de la gastro-entérologie... En plus des contraintes liées à la conjoncture économique, les membres de FAM pointent aussi une absence d'un cadre réglementaire, déplorant une « improvisation » de la tutelle (ministère de la Santé) qui font perdre du temps au détriment du patient. Sans vouloir «jeter l'anathème» sur quelque partie que ce soit, Hassiba Boulmerka a appelé à un travail de concertation pour mettre un terme à une situation qui, selon elle, n'a que trop duré...

Y. D.

## SCANDALE DU RHB

## Sellal accuse les médias

**Le feuilleton du RHB n'a pas pris fin avec l'intervention du ministère du Commerce en décembre dernier. La députée Nadia Chouitem a directement interpellé le Premier ministre quant aux proportions qu'a pris ce scandale. Evidemment, A. Sellal renvoie les accusations.**

**Naouel Boukir – Alger (Le Soir)** – Dans sa lettre de réponse, communiquée hier, le Premier ministre, qualifiant le RHB «Rahmat Rabbi» de complément alimentaire, a signifié que sa considération ou son utilisation comme médicament par certains patients diabétiques est à mettre sur le dos des médias ayant fait dans la désinformation quant à ce produit. Innocentant son gouvernement, le Premier ministre a indiqué que ce sont les dérives entraînées par ces derniers qui ont nécessité l'intervention des autorités pour retirer le RHB du

marché. Suite à la communication d'une circulaire d'urgence aux structures concernées par sa commercialisation, 186 222 unités RHB ont été réquisitionnées. Selon lui, des tests microbiologiques et physiologiques ont été lancés pour vérifier sa conformité avec sa fiche technique. Cette procédure n'a pas été exécutée auparavant car «ce produit n'a pas été présenté légalement comme médicament» par son «inventeur», a-t-il justifié.

Faisant une rétrospective sur la chronique RHB, qui dit vrai ? Celui-ci a été pour la première fois présenté sur la chaîne Echourouk News, depuis presque une année maintenant. Un reportage met en scène Toufik Zaïbet vantant «son remède miracle contre le diabète».

Cette nouvelle a fait le buzz et, quelque temps après, ce présumé inventeur est convoqué aux bureaux du ministre de la Santé qui se montre «très enthousiaste quant à ce médicament qui va révolutionner le traitement du dia-

bète en Algérie». Depuis, le groupe Echourouk mène une véritable campagne promotionnelle sur «les vertus de Rahmat Rabbi». Conséquence, les mois suivants, une dizaine de diabétiques ont été transférés aux urgences suite à des complications dues à l'abandon de leur traitement pharmaceutique ou d'insuline au profit du RHB.

Premières réactions, dans un communiqué rendu public le 7 décembre dernier, le ministère du Commerce met en garde contre l'utilisation du complément alimentaire dénommé «RHB» commercialisé au niveau des pharmacies. Les services du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes de ce ministère procèdent «au retrait de ce produit avec prélèvements aux fins d'analyses et vérification de conformité». De son côté, T. Zaïbet accuse et crie au «sabotage» et s'entête à défendre son produit. Mais il revient néanmoins sur ses déclarations en avouant qu'il n'a jamais été médecin, «j'ai fait des études

supérieures en médecine mais sans les achever». Un détail que le ministère de la Santé n'a pas pris la peine de vérifier au près de la supposée Université de Genève figurant sur le CV du concerné.

Ce scandale ayant marqué l'année 2016 a démontré une utilisation dangereuse de la religion dans les pratiques de charlatanisme à grande échelle. Cette affaire n'a pas seulement décrédibilisé le secteur de la santé mais tout le gouvernement de A. Sellal en révélant une absence totale de cohérence entre ses départements. Les ministères du Commerce et de la Santé se rejettent les accusations, le Premier ministre met en cause la responsabilité des médias, les praticiens de la santé revendiquent un cadre législatif pour le secteur de l'audiovisuel devant encadrer ou interdire la publicité des produits médicaux ou pharmaceutiques ; tandis que le ministère de la Communication, chargé de cette mission, fait profil bas.

N. B.

## CONSÉQUENCES DES DIFFICULTÉS À COLLECTER LES PARRAINAGES D'ÉLECTEURS

## Alliances par-ci, arrangements par-là

**Effet de l'article 94 de la nouvelle loi portant régime électoral, des partis, et pas que parmi ces saisonniers de la politique, cherchent des alliances par-ci et des arrangements par-là.**

**Mohamed Kebci-Alger (Le Soir)** - Les tout premiers à s'en rendre compte et à s'y préparer en conséquence, étaient ces petits partis de la mouvance verte qui, menacés dans leur existence même, n'ont eu d'autre solution que de convenir de projets d'intégration graduelle avec leurs maisons-mères des entrailles desquelles ils étaient sortis il y a quelques années au prix de dissidences fratricides.

C'est ainsi que le Front du changement s'est fondu dans le MSP alors que le FJD et El Binaa ont préféré se joindre à Nahda. Ne sont restés en marge de cette reconfiguration de la mouvance que le mouvement Islah et le FAN (Front de l'Algérie

nouvelle), qui ont préféré jouer en solo lors des élections législatives du 4 mai prochain, avec le risque majeur de se contenter de strapontins si ce n'est l'effacement purement et simplement de la carte parlementaire et de la scène politique pour longtemps s'ils venaient à ne pas avoir les 4% des suffrages exprimés dans les circonscriptions électorales qui les contraindraient de nouveau à la collecte des signatures d'électeurs pour valider leurs listes de candidatures aux prochains rendez-vous électoraux.

Du côté du reste de la classe politique, des signes d'essoufflement commencent à apparaître, et pas que chez ces partis qui ont de tout temps fait dans la figuration, les poussant à explorer d'autres voies à même de leur éviter une absence préjudiciable qui compromet sérieusement leur maintien sur l'échiquier politique avec le risque d'une cagnotte nulle au soir du 4 mai prochain.

C'est le cas de l'ANR qui, même si sa direction nationale brandit tel un trophée sa participation dans une trentaine de wilayas, est en train de tout faire pour ne pas «manquer» la capitale où l'opération de collecte des signatures des électeurs pour valider sa liste traînerait.

D'où l'idée de constituer une alliance avec un autre parti à l'effet de vérifier «ensemble» l'une des conditionnalités de l'article 94 de la nouvelle loi électorale, soit avoir dix élus locaux ou avoir engrangé 4% au minimum des suffrages exprimés lors des législatives du 10 mai 2012.

La même problématique est de mise chez le FNA dont le président est à la recherche d'arrangements avec d'autres partis.

«Nous sommes actuellement en contact avec deux partis en vue de conclure des accords qui consistent à ce que les partis cèdent mutuellement des circonscriptions

électorales au gré du poids électoral de chacun dans chaque wilaya. «Il ne s'agit pas d'alliances donc», précisera notre interlocuteur pour qui la proposition est valable au niveau de 16 wilayas où le parti éprouve bien de difficultés à collecter le nombre de signatures d'électeurs requis.

Pour le gros des autres partis, dont notamment ceux agréés en 2012, voire même parmi les vieux dont on ne se rappelle plus des sigles, c'est tout simplement la disparition purement et simplement qui les guette, eux qui espéraient vainement un geste du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales de surseoir à l'application du fameux article 94 de la nouvelle loi portant régime électoral.

Un ministre qui en a juste concédé une interprétation souple permettant des alliances pour peu que ses membres se soumettent à cette disposition ensemble.

M. K.